



Département de la santé, des affaires sociales et de la culture  
Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur

**CANTON DU VALAIS**  
**KANTON WALLIS**

Aux destinataires  
de la procédure de consultation

---

**Formulaire pour la consultation relative à l'avant-projet de révision  
de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS)**

A transmettre d'ici au 15 septembre 2019

par courrier postal au Service de l'action sociale, Avenue de la Gare 23, 1950 Sion,  
ou par courrier électronique à l'adresse [sas@admin.vs.ch](mailto:sas@admin.vs.ch)

Nom de l'organisme :	PLR Valais
Personne de contact :	Karine Barras
Adresse :	Avenue de Tourbillon 3 1950 Sion
Téléphone :	078 795 29 85
Date :	



1. Le chapitre sur les **dispositions générales** a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Le rapport est un bon outil de pilotage. Entièrement favorable.

---

---

---

2. Le chapitre sur l'**organisation de l'aide sociale** a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la **compétence à raison du lieu**. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ?

☐ Oui ☒ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

La notion de domicile communal impacte les finances des zones urbaines et compromet une certaine forme de solidarité.

---

---

---

4. Le chapitre 4 regroupe les différents **instruments du dispositif d'aide sociale**, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

---

---

---

5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la **prévention sociale** et **l'aide personnelle** (non financière) ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

---

---

---

6. Êtes-vous favorable au renforcement des **mesures d'insertion socio-professionnelle** et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ?

☐ Oui ☐ Plutôt oui ☒ Plutôt non ☐ Non

Favorable au renforcement mais défavorable au transfert. On touche ici à l'autonomie des communes.

Nous pensons qu'il s'agit d'un premier transfert de compétence des communes vers le canton.

---

7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant **l'aide matérielle**, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

---

---

---

8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de **dessaisissement de fortune** (art. 32) ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

---

---

---

9. Êtes-vous favorable au maintien du **remboursement de l'aide sociale** à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ?

☐ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☒ Non

Question ici de la responsabilité. Nous sommes favorables à la situation actuelle.

---

---

10. L'avant-projet prévoit un **délai de prescription** de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

---

---

---

11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la **protection des données et l'échange d'informations** ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

---

---

---

12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les **enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale** ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

---

---

---

13. Êtes-vous favorable à l'introduction de **dispositions pénales** cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

---

---

---

14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés **aux organisations à caractère social** ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la **répartition des frais** entre l'Etat et les communes ?

---

---

---

- Difficulté pour les communes à prévoir les montants affectés à l'aide sociale (problème de monitoring)

[illegible]